



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

5<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 22 septembre 2021, à 9 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid ..... (Maldives)

La séance est ouverte à 9 h 5.

## Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

### Point 72 de l'ordre du jour

#### Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

##### b) Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

##### Projet de résolution (A/76/L.2)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Cette réunion se tient conformément aux résolutions 75/237 du 31 décembre 2020 et 75/320 du 2 septembre 2021 de l'Assemblée générale, et se déroule au titre du point 72 b) de l'ordre du jour, intitulé « Application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ».

Je souhaite une chaleureuse bienvenue à tous les membres à la réunion de haut niveau, qui sera axée sur le thème des réparations, de la justice raciale et de l'égalité pour les personnes d'ascendance africaine. L'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution publié sous

la cote A/76/L.2. Avant de poursuivre, je tiens à rappeler aux membres que, conformément à la résolution 75/320, nous nous prononcerons sur le projet de déclaration politique après les déclarations liminaires. Je vais maintenant prononcer ma déclaration liminaire de la tribune.

Je remercie les États Membres de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à eux à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et je félicite les Représentants permanents du Portugal et de l'Afrique du Sud d'avoir dirigé avec succès les consultations sur la déclaration politique qui sera adoptée aujourd'hui.

L'adoption, en 2001, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a mis l'accent sur la lutte contre la discrimination raciale et l'intolérance. Malheureusement, 20 ans plus tard, nous nous efforçons toujours de concrétiser cette doctrine. Cela ne veut pas dire que la Déclaration et le Programme d'action de Durban ont échoué, mais plutôt que nous n'en avons pas fait assez. En tant que communauté mondiale, nous n'avons pas fait assez pour lutter contre l'omniprésence du racisme, de la discrimination raciale, de l'intolérance et de la xénophobie. S'attaquer au racisme sous toutes ses formes est une responsabilité morale pour garantir la justice. Le racisme engendre la violence, les déplacements et l'inégalité. Il perdure parce que nous le lui permettons. Il se répand dans la société parce que nous ne reconnaissons pas la diversité.

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse [estatements@un.org](mailto:estatements@un.org).

21-26074(F)



Document adapté

Merci de recycler



La Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent une boîte à outils complète pour lutter contre le racisme. Ils font référence à divers groupes de personnes, tels que les Africains et les personnes d'ascendance africaine, les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, les peuples autochtones, les minorités, les jeunes, les femmes et les enfants. Le thème choisi aujourd'hui, à savoir « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine », est tout à fait opportun. Il nous rappelle que dans le cadre des efforts que nous déployons pour nous relever de la pandémie, il est impératif de reconnaître le passé et de s'attaquer au racisme enraciné dans nos sociétés.

Ma présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session apportera cinq lieux d'espoir, dont un spécifiquement axé sur les droits de l'homme et sur la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. L'ONU, dont les droits humains sont l'un des piliers fondateurs, ne doit jamais perdre de vue ce principe fondamental. Il doit imprégner toutes nos initiatives.

Comme bien d'autres choses, la pandémie mondiale a exacerbé les problèmes sous-jacents et mis au jour les failles de nos sociétés. Il en va de même pour le racisme. Nous avons constaté, et constatons encore, que les personnes marginalisées et vulnérables sont encore plus à la traîne. Beaucoup se voient refuser l'accès à la santé, à l'éducation et à la sécurité au même titre que les autres. Il ne fait aucun doute que ces faiblesses structurelles préexistantes allaient aboutir à la catastrophe, bien avant l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19). La pandémie n'a fait qu'accentuer les divisions et les injustices. Nous pouvons tirer de nombreux enseignements de la pandémie, après avoir vu qui a été touché et comment. Soyons suffisamment lucides pour prendre conscience de ces défaillances et œuvrer en faveur de l'égalité raciale, afin de combler ce fossé et de renforcer la résilience de celles et ceux que nous avons malheureusement laissés de côté. Ce faisant, nous devons veiller à ce que les personnes d'ascendance africaine soient dûment représentées dans les processus de décision et d'élaboration des politiques. Pour que leurs droits soient véritablement pris en compte et traduits en politiques réalisables, elles doivent prendre part au débat. Comme je l'ai déclaré à l'ouverture du débat général (voir A/76/PV.3), nous sommes à la croisée des chemins. Invertissons la tendance au racisme et à l'intolérance. Nous ne devons laisser personne de côté.

Pour conclure, je tiens à rappeler l'importance de reconnaître le passé. Que ce soit sous la forme d'excuses officielles ou par d'autres moyens, nous devons assumer et reconnaître ce qui s'est passé. Autrement, nous ne pourrions pas aller de l'avant. J'encourage la communauté internationale, les individus, les dirigeants et les parties prenantes à engager un dialogue plus approfondi et plus honnête pour traiter cette question mondiale.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : À l'aube de ce siècle, les dirigeants mondiaux et les défenseurs des droits humains se sont rendus à Durban, résolu à bannir la haine et les préjugés qui avaient envenimé les siècles passés, à faire de ce siècle, pour reprendre les termes du texte original de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, le siècle des droits de l'homme, et à éliminer toutes les formes et manifestations odieuses du racisme. Cette quête d'égalité et de justice n'a pas commencé à Durban. La Déclaration universelle des droits de l'homme a ouvert la voie, suivie par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Aujourd'hui, 20 années plus tard, cette quête se poursuit. Le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban est une excellente occasion de prendre le pouls de la situation et de réfléchir à ce qu'il nous reste à faire. De nos jours encore, le racisme et la discrimination raciale imprègnent les institutions, les structures et le quotidien de la société, quelle qu'elle soit. Du fait du racisme structurel et des injustices systémiques, certaines personnes sont toujours privées de leurs droits humains fondamentaux. Les Africains et les personnes d'ascendance africaine, les populations minoritaires, les peuples autochtones, les personnes migrantes, réfugiées ou déplacées et tant d'autres continuent de subir la haine, la stigmatisation, la discrimination et la violence et d'être traités comme des boucs émissaires. La xénophobie, la misogynie, les conspirations malveillantes, la suprématie blanche et les idéologies néonazies se répandent, amplifiées par ceux qui se font l'écho de la haine. Menacés, les droits humains sont la cible de violations flagrantes autant que de transgressions insidieuses. Le racisme en est souvent le cruel catalyseur.

Les liens entre racisme et inégalité de genre sont indéniables, et nous sommes témoins de leurs conséquences gravissimes, dont les discriminations croisées et cumulées que subissent les femmes issues de

communautés racisées et de groupes minoritaires. Nous assistons à une montée inquiétante de l'antisémitisme, qui, tout au long de l'histoire, a été un signe avant-coureur de discriminations à l'égard d'autrui. Sans réserve ni hésitation, nous devons condamner le racisme et la discrimination associés à la montée du sectarisme antimusulman, les mauvais traitements infligés aux minorités chrétiennes et les autres formes d'intolérance à travers le monde. Je me dois d'être clair : quiconque exploite ces phénomènes, ou toute autre plateforme, pour proférer des diatribes antisémites, des propos antimusulmans, des discours haineux ou des affirmations sans fondement fait obstacle à notre lutte essentielle contre le racisme.

*(l'orateur poursuit en français)*

Dans le monde d'aujourd'hui, une lueur d'espoir se profile à l'horizon. Un mouvement pour la justice et l'égalité raciales, d'une force, d'une portée et d'un impact sans précédent, s'est amorcé. Cette nouvelle prise de conscience, souvent menée par les femmes et les jeunes, a créé un élan dont nous devons profiter. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a lancé un programme de transformation pour aider à éliminer le racisme systémique, à garantir l'application du principe de responsabilité et à assurer une justice réparatrice. Le Conseil des droits de l'homme a établi un nouveau mécanisme indépendant destiné à faire progresser la justice et l'égalité raciales dans l'application de la loi. L'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine, établie par l'Assemblée générale, constitue un autre exemple de progrès notable vers une lutte systémique contre le racisme systémique. Je demande à chaque État Membre de prendre des mesures concrètes, y compris politiques, législatives et à travers des collectes de données plus granulaires, pour soutenir toutes ces démarches aux niveaux national et mondial. Ensemble, prenons acte des crimes d'un passé qui, résonnant jusqu'à ce jour, continue de hanter notre présent : traumatismes persistants, souffrance transgénérationnelle et inégalités structurelles profondément ancrées dans des siècles d'asservissement et d'exploitation coloniale. Nous devons inverser les conséquences de générations d'exclusion et de discrimination, y compris dans leurs dimensions socioéconomiques manifestes, notamment par le biais de cadres de justice réparatrice.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est la preuve accablante que nous sommes bien loin d'avoir corrigé les erreurs du passé. Dans certains groupes marginalisés, les taux de mortalité sont trois

fois plus élevés que la moyenne. Souvent, les femmes issues de groupes minoritaires sont les plus mal loties : victimes d'une montée de la violence de genre, elles sont les plus nombreuses à perdre leur emploi et leurs chances de recevoir une éducation, et sont les laissées-pour-compte des mesures de relance budgétaire.

*(l'orateur reprend en anglais)*

La Déclaration et le Programme d'action de Durban avaient pour but de briser le cercle vicieux dans lequel la discrimination conduit au dénuement et la pauvreté accroît la discrimination. Il est possible de surmonter ces maux et d'en guérir si nous acceptons que la diversité est une richesse et si nous comprenons, comme ce fut le cas à Durban, que la lutte contre le racisme est à la fois un effort mondial et universel et un combat concret mené dans chaque société. Aucun pays ne peut se vanter d'en être exempt. Nous pouvons surmonter ces maux et en guérir si nous corrigeons les déséquilibres de pouvoir d'ordre politique, économique et structurel au niveau mondial ancrés dans la domination coloniale, l'asservissement et l'exploitation qui continuent de gangrener notre société actuelle, si nous œuvrons pour que chaque personne se sente respectée en tant qu'individu tout en étant valorisée comme membre de la société dans son ensemble, si nous veillons à ce que chacun et chacune d'entre nous, quels que soient sa race, sa couleur de peau, son ascendance, son origine nationale ou ethnique, son genre, sa religion, son orientation sexuelle ou d'autres aspects de sa personne, puisse vivre dans la dignité et saisir sa chance, et si, et seulement si, nous restons unis en une seule et même famille humaine, riche dans sa diversité, égalitaire en dignité et en droits et solidaire. À l'heure où nous nous sentons plus divisés que jamais, rassemblons-nous en une humanité commune. Rappelons-nous ce qu'a dit Nelson Mandela : personne ne naît raciste. La haine s'apprend. Et si l'on peut apprendre à haïr, a-t-il ajouté, on peut aussi apprendre à aimer, car l'amour naît plus naturellement dans le cœur humain que son contraire. Souvenons-nous aujourd'hui de ses paroles pleines d'espoir et engageons-nous à nouveau à poursuivre cet objectif essentiel.

**Le Président** *(parle en anglais)* : Je remercie le Secrétaire général pour sa déclaration. Nous allons maintenant entendre les autres orateurs prévus pour la séance plénière d'ouverture, conformément à la résolution 75/320.

L'Assemblée entendra d'abord une déclaration préenregistrée de M<sup>me</sup> Michelle Bachelet,

Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/335).*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des relations internationales et de la coopération de la République sud-africaine, qui va présenter l'allocation du Président de la République sud-africaine.

**M<sup>me</sup> Pandor** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de présenter la déclaration préenregistrée du Président de l'Afrique du Sud, Matamela Cyril Ramaphosa, en cette occasion particulièrement importante.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/335).*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa participation, et j'informe les membres qu'il doit maintenant s'en aller pour d'autres engagements.

Je donne à présent la parole à S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Afrique et de la Communauté des Caraïbes.

**Le Président Tshisekedi Tshilombo** : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom du Groupe des États d'Afrique et de la Communauté des Caraïbes sur le thème : « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine ».

Avant toute chose, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance plénière de haut niveau pour commémorer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Nous nous félicitons du thème de cet événement de haut niveau car il concentre notre attention sur des questions d'intérêts communs aux Africains, y compris les Africains de la diaspora. Il résume notre besoin urgent et notre aspiration commune de parvenir à une société juste, libre et équitable qui définisse notre humanité commune.

Nous reconnaissons qu'il y a eu quelques progrès depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, il y a 20 ans. Cependant, nous avons

beaucoup plus d'obstacles à surmonter, car les Africains en général, et les Africains de la diaspora en particulier, sont toujours confrontés au problème des inégalités. Nous avons ainsi noté la résurgence alarmante de la discrimination raciale à travers le monde. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a encore exacerbé cette pratique. Nous savons que la pandémie de COVID-19 a perturbé des vies et des moyens de subsistance à travers le monde. Nous nous sommes retrouvés dans une situation où quelques pays ont plus qu'assez de vaccins tandis que d'autres pays comme les nôtres, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, n'ont accès qu'à une quantité minimale de vaccins contre la COVID-19 et d'autres fournitures médicales. Ce n'est clairement pas une démonstration d'égalité entre les pays et les peuples de ce monde. Des efforts réels sont nécessaires pour garantir la réalisation des buts et objectifs de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

Nonobstant ce qui précède, nous réaffirmons notre soutien à la proclamation du 21 mars de chaque année comme Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, et du 31 août comme Journée internationale des personnes d'ascendance africaine. Il est gratifiant que la première Journée internationale des personnes d'ascendance africaine ait été célébrée cette année au cours de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale. Ces actes démontrent l'engagement mondial à éliminer le racisme et reconnaissent les immenses contributions des personnes d'ascendance africaine.

Nous rappelons que plus de cinq ans se sont écoulés depuis que la communauté internationale a accepté de mettre en œuvre la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Nous sommes conscients des préjugés raciaux et de la discrimination auxquels les personnes d'ascendance africaine sont encore confrontées aujourd'hui. Nous prenons dûment note de la manière dont la communauté internationale traite ces actes. Nous sommes toutefois satisfaits des gouvernements des États Membres qui ont mis en œuvre, depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban il y a 20 ans, des mesures législatives et administratives progressistes pour lutter efficacement contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Plus important encore, nous félicitons tous ceux qui apprécient et respectent le savoir et la contribution



des personnes d'ascendance africaine dans leurs sociétés, que ce soit dans les domaines de l'économie, de la politique, de la culture, de l'éducation, de la médecine, des innovations, de l'entrepreneuriat, entre autres.

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux États Membres pour avoir adopté par consensus la résolution 75/314 sur la création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine le 2 août 2021. Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes se félicitent de la création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine qui servira aussi bien de mécanisme consultatif que de plateforme pour améliorer la sécurité, la qualité de vie et les moyens de subsistances des personnes d'ascendance africaine. Nous considérons la création de cette instance comme une démonstration de la coopération et de l'engagement des États Membres dans le processus de guérison pour les personnes d'ascendance africaine. Nous sommes convaincus que ce forum aura un impact significatif dans la quête pour mettre fin aux vices et injustices liés à la race. Nous réaffirmons en outre la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine proclamée, qui a été mise en œuvre en 2015 et prendra fin en 2024, sous les thèmes : reconnaissance, justice et développement. Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes croient que tous ces efforts et engagements sont des occasions uniques et opportunes de souligner la contribution importante apportée par les personnes d'ascendance africaine dans leurs sociétés et de proposer des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité et lutter contre la discrimination de toute nature.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable envisagent un monde de respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, à savoir, dignité humaine, état de droit, justice, égalité et non-discrimination, et du respect de la race, de l'ethnicité et de la diversité culturelle, qui fixe les principes de la poursuite de ces objectifs. Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes estiment que l'autonomisation des personnes et la garantie de l'inclusion et de l'égalité dans toutes les couches de la vie est une obligation qui nous est imposée à tous par notre humanité commune. Nous affirmons que le droit à une éducation de qualité pour tous les citoyens contribue à des sociétés plus inclusives, à l'équité, y compris des relations harmonieuses entre les nations et les individus, et peut favoriser la compréhension mutuelle et le respect de la diversité culturelle, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. La Déclaration

et le Programme d'action de Durban affirment en outre la promotion de l'inclusion complète et précise de l'histoire et de la contribution des personnes d'ascendance africaine dans le programme d'enseignement, entre autres.

Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes estiment que la responsabilité de lutter efficacement contre les actes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée incombe aux États et affirment que, chaque fois qu'ils se produisent, ils doivent être fermement condamnés, leur récurrence empêchée, et exhorte tous, y compris les États Membres, à prendre des mesures préventives, y compris des mesures législatives et administratives. Nous nous félicitons donc de l'adoption de mesures législatives et de la mise en place de mécanismes spécialisés pour lutter contre le racisme et toutes les formes de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée, et reconnaissons la nécessité d'intégrer une perspective de genre dans les politiques, stratégies et programmes d'action pour lutter contre toutes les formes de discrimination.

Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes appellent les gouvernements à renforcer la protection contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée en veillant à ce que toutes les personnes aient accès à des recours efficaces et adéquats et, par la même occasion, jouissent du droit de demander aux tribunaux nationaux compétents et à d'autres institutions nationales justes et adéquates des réparations et satisfactions pour tout dommage résultant d'une telle discrimination.

Le Groupe des États d'Afrique soutient la Communauté des Caraïbes dans ses appels à une justice réparatrice. Nous sommes d'avis que les réparations pour l'esclavage et le colonialisme devraient non seulement comprendre la responsabilité pour les torts historiques, mais aussi l'éradication des cicatrices de l'inégalité raciale, de la subordination et de la discrimination qui ont été construites sous l'esclavage, l'apartheid et le colonialisme, ainsi que la remise de dette. En outre, tant que subsisteront les séquelles de l'esclavage et du colonialisme, notamment la pauvreté, l'accès inéquitable à l'éducation, au logement et à la justice, l'appel à la justice réparatrice restera une priorité des plus critiques pour les personnes d'ascendance africaine. Le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes sont fermement convaincus que le développement durable et le respect, la promotion, la protection de tous les droits

de l'homme et libertés fondamentales pour tous, ainsi que la mise en œuvre des obligations et engagements internationaux relatifs aux droits de l'homme conformément au droit international des droits de l'homme sont essentiels pour prévenir les actes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À cet égard, le Groupe des États d'Afrique et la Communauté des Caraïbes se félicitent de la création d'un nouveau mécanisme d'experts indépendants relevant du Conseil des droits de l'homme. Nous attendons avec impatience la nature transformatrice de ce mécanisme, en particulier dans les domaines de la justice raciale et de l'égalité dans le contexte de l'application de la loi à l'échelle mondiale.

En conclusion, nous réaffirmons la mise en œuvre pleine et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba. Nous approuvons tous les efforts consacrés à la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales des personnes d'ascendance africaine en particulier. Nous pensons qu'il est temps que tous les instruments adoptés soient mis en œuvre avec dignité, respect, reconnaissance, conformément aux priorités convenues avec les personnes d'ascendance africaine dans le monde. Leurs voix doivent être incluses sur toutes les questions qui les touchent et qui touchent leur vie, afin que personne ne soit laissé pour compte.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arabie saoudite, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

**M. Al-Mouallimi** (Arabie saoudite) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, je voudrais tout d'abord remercier les cofacilitateurs et les experts qui ont débattu et discuté de la portée, des modalités, du format et de l'organisation de cette réunion de haut niveau, ainsi que du projet de déclaration politique (A/76/L.2) qui sera le document issu de cette réunion. Je suis certain que le texte que nous adopterons est équilibré et reflète nos préoccupations communes dans les domaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

La communauté internationale est réunie ici aujourd'hui pour commémorer le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et pour adopter par consensus le texte de cette année. Nous nous sommes mis d'accord sur un document

qui reflète l'intérêt commun et indéfectible des nations, des gouvernements et des organisations du monde entier avec un texte complet qui propose des mesures concrètes pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie.

Le projet de déclaration de cette année, qui s'inscrit dans la continuité de la déclaration adoptée il y a 20 ans en Afrique du Sud lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, représente le ferme attachement de la communauté internationale à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Il reconnaît que le racisme demeure une préoccupation mondiale, que son élimination exige de redoubler d'efforts au niveau international, et que, malgré les efforts déployés par la communauté mondiale au cours des 20 dernières années, certaines personnes continuent de souffrir de diverses formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Nous sommes aujourd'hui réunis pour attirer l'attention du monde sur les objectifs de cette réunion et pour redynamiser notre engagement politique en faveur de la réalisation de ces objectifs. Cette réunion confirme notre attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle met également en relief l'importance et la valeur des contributions des peuples autochtones au développement politique, socio-économique et culturel global de nos sociétés, tout en soulignant les difficultés auxquelles ils se heurtent ainsi que les efforts qu'ils déploient pour appeler l'attention de la communauté internationale sur les tragédies qui ont fait que le monde en développement soit à la traîne.

Aujourd'hui, nous sommes conscients qu'il importe de garantir la justice et l'égalité des chances pour tous les peuples, ainsi que la jouissance de leurs droits universels et indivisibles, notamment les droits au développement et à l'autodétermination et le droit de vivre dans la paix et la liberté. Telle est la voie à suivre pour débarrasser le monde du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et d'autres formes d'intolérance. Comme nous l'avons toujours fait, nous réaffirmons notre conviction quant à l'importance de diffuser une culture de paix et de dialogue entre les civilisations, en mettant en avant la tolérance et le respect de la diversité. Nous voulons souligner l'importance de trouver un terrain d'entente afin de relever les défis

auxquels l'humanité est confrontée et qui menacent les droits humains universels, et de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée par la coopération, les partenariats et l'inclusion au niveau mondial.

Pour terminer, nous tenons à indiquer que pour nos pays, notre engagement ferme à lutter contre toute forme de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée, ainsi qu'à protéger les personnes qui en sont victimes, est une priorité absolue.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

**M. Espinosa Cañizares** (Équateur) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Qu'il me soit tout d'abord permis d'exprimer notre profonde gratitude au Président de l'Assemblée générale, S. E. M. Abdulla Shahid, pour avoir convoqué cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, sous le thème « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine ».

Il y a 20 ans, la communauté internationale a pris l'initiative d'éliminer le fléau du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et d'autres formes d'intolérance. Aujourd'hui, nous faisons le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Les États Membres se sont employés à protéger la nature diverse et multiculturelle de leurs sociétés en adoptant des lois, des plans nationaux et des politiques visant à garantir la protection des personnes confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination, des minorités et des groupes en situation de vulnérabilité, ainsi qu'en créant des mécanismes nationaux de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

Au niveau multilatéral, l'Assemblée générale a récemment décidé de créer, par la résolution 75/314, l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine, qui œuvrera à l'amélioration de la sécurité, de la qualité de vie et des moyens de subsistance des personnes d'ascendance africaine, en reconnaissance du fait que la population d'ascendance africaine est

depuis des siècles victime du racisme, de la discrimination raciale et de l'esclavage, et qu'elle s'est vu priver d'un grand nombre de ses droits. Les États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes ont appuyé ces initiatives ainsi que de nombreuses autres initiatives connexes, et ont activement participé à la promotion des buts et objectifs énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Tout en reconnaissant les progrès accomplis, nous sommes également conscients qu'il reste beaucoup à faire, en particulier en faveur des peuples autochtones et d'ascendance africaine, et qu'il convient de renforcer la coopération internationale pour promouvoir et protéger les droits humains et pour réaliser les objectifs de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À cette fin, nous espérons que cette réunion de haut niveau servira de catalyseur à une action concertée pour atteindre nos objectifs et faire du racisme une préoccupation mondiale.

Les États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes condamnent avec la plus grande fermeté la recrudescence continue du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dans de nombreuses régions du monde, qui constituent de sérieux obstacles à la pleine jouissance de tous les droits humains et représentent un déni de la vérité évidente que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Les États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes restent engagés à prendre des mesures concrètes pour prévenir et condamner ces agissements. Nous restons convaincus que le dialogue interculturel, la tolérance, l'éducation et le respect de la diversité sont des approches utiles pour permettre à la communauté internationale de combattre ces fléaux. Il est impératif de s'attaquer aux causes profondes de ces problèmes et d'adopter un large éventail de mesures provisoires et correctives pour prévenir, traiter et éliminer les actes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'intolérance partout dans le monde. Bon nombre des pays de notre région sont constitués de populations multiethniques, multiculturelles et multilingues, et sont composés d'une mosaïque de personnes provenant de toutes les groupes ethniques de la planète. Nous sommes conscients que la diversité de nos peuples est notre force. Nos sociétés bénéficient de la richesse de la diversité. Nous sommes conscients qu'il est d'une importance vitale d'encourager la pleine participation et

la contribution de tous nos peuples et que le développement durable ne peut être atteint que s'il est une réalité pour tous.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est l'un des plus grands défis mondiaux de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, qui éloigne la perspective d'atteindre tous les objectifs de développement durable. Nous devons lutter contre les disparités et les inégalités en matière de santé qui existent à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre par des engagements, des politiques et la coopération internationale, et nous devons endiguer la montée de la discrimination, des discours de haine, de la stigmatisation, du racisme et de la xénophobie liés à la pandémie, ce qui constitue un élément important de l'action que nous menons face à la COVID-19.

Nous appelons également les États Membres à défendre la dignité humaine et l'égalité des victimes de l'esclavage, de la traite des esclaves et du colonialisme, et tout particulièrement des personnes d'ascendance africaine de la diaspora africaine, à tirer les enseignements des manifestations du racisme et les leçons du passé dans toutes les parties du monde en vue d'éviter la résurgence, et à aborder la question de l'inclusion sociale et à en promouvoir le renforcement, ce qui est essentiel si nous voulons réduire la discrimination raciale et l'intolérance.

En conclusion, les États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes réaffirment la Déclaration et le Programme d'action de Durban et le document final de la Conférence d'examen de Durban de 2009, ainsi que leur attachement à leur mise en œuvre pleine et effective. Nous sommes fermement convaincus que le processus de Durban peut conduire à l'élimination de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, permettant ainsi aux populations du monde entier de jouir pleinement de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je présente maintenant la déclaration préenregistrée de M<sup>me</sup> Barryl Biekman, Coordinatrice du Groupe de travail chargé du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de la question des personnes d'ascendance africaine à Tiye International et Présidente du African European Women's Movement Sophiedela.

*Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/335).*

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de M<sup>me</sup> Catherine Labiran, fondatrice de Praxis Project.

**M<sup>me</sup> Labiran** (Praxis Project) (*parle en anglais*) : Je ne vais pas m'attarder ici à parler du racisme structurel et de son incidence passée et présente sur la vie des Noirs. Je pense que tout le monde ici sait de quoi il s'agit. Je n'ai pas à tenter l'impossible en énumérant les noms de personnes mortes à cause de la brutalité policière. Je n'ai pas à expliquer les répercussions de la pandémie sur les communautés de personnes à la peau noire et foncée. Je n'ai pas à exposer en détail ce qui se passe lorsqu'un être humain est placé dans une cage, qu'il s'agisse d'une prison ou d'un centre de détention. Je n'ai pas besoin de rappeler ce qui se passe lorsque des gens n'ont pas accès à une eau salubre, à un air pur, à des aliments nourrissants ou à des moyens de transport. Quiconque appartient aux communautés touchées par de telles atrocités sait ce que c'est. C'est une hantise qui s'installe dans le subconscient et qui resurgit lorsqu'on entend le son des sirènes, lorsque des proches ne peuvent pas se faire soigner par un médecin, lorsqu'on doit gérer le paradoxe qui consiste à être une cible tout en étant invisible. Au moment où nous célébrons le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, je m'en voudrais de ne pas exprimer mon indignation face à la violence infligée aux demandeurs d'asile haïtiens à la frontière des États-Unis.

Il est épuisant de parler du racisme, car aucune de ces questions n'est nouvelle. Elles ne datent pas d'hier, et j'en conclus donc que l'épuisement que je ressens n'est pas seulement le mien, il est ancestral. Alors aujourd'hui, dans mon intérêt et peut-être celui de certains ici présents, je veux parler du fait d'être noir et de la façon dont cette identité est intimement liée à l'ingéniosité et à l'attention. Je veux parler du fait d'être noir au-delà de l'aspect physique. Je veux parler de l'esprit et de l'âme et de toutes ces parties de nous qui sont négligées lorsqu'on nous voit uniquement comme des corps noirs. Je veux mettre en avant le travail de National Bail Out, un collectif qui libère sous caution les mères et les soignants noirs des prisons et des centres de détention et leur fournit les ressources et les soins qu'ils méritent. Je veux que nous examinions dans quelle mesure la libération sous caution d'une personne ne transforme pas seulement la vie de cette personne, mais a le potentiel



de changer radicalement la réalité d'une famille et d'une communauté. Nous avons observé ces retombées à la suite des libérations sous caution effectuées l'année dernière, pendant la période des manifestations, grâce à la réponse immédiate de nos communautés pour aider à libérer les combattants de la liberté. Nous avons été témoins d'actions similaires à Ferguson, avec la réponse de militants locaux et internationaux qui ont partagé des conseils et se sont déplacés depuis la Palestine. Nous avons vu des actions similaires au péage de Lekki avec le mouvement « End SARS » (En finir avec le SARS), ainsi que la réponse massive de la diaspora. Aucune institution, aucun gouvernement, aucune fondation ni entreprise ne peut s'attribuer le mérite des révolutions dont nous avons été témoins. C'est à nous-même qu'il revient.

Je veux faire connaître le travail des parents, des frères et sœurs, des tantes, des oncles, des cousins et des grands-parents noirs, qui s'emploient à rééduquer les jeunes dans leurs familles en raison des informations falsifiées transmises dans les écoles, à briser le cycle école-prison, à réaffirmer que les cheveux et la peau des Noirs sont beaux et que les enfants noirs méritent un espace pour jouer, rire et simplement être des enfants. Aux femmes transgenres noires qui sont marginalisées, discriminées et assassinées à cause de la transphobie, je veux accorder une place au centre. Je veux célébrer les femmes transgenres noires lorsqu'elles dirigent des mouvements et sont en première ligne des protestations ; je veux aussi les célébrer lorsqu'elles refusent à juste titre de devenir des martyrs. Je veux rendre hommage aux femmes transgenres noires en dehors des questions relatives à l'oppression, parce qu'elles créent des tendances, elles influencent la culture noire et la font avancer, même si leurs mots, leurs phrases et leurs danses sont cooptés par d'autres. Je veux nous ancrer dans une réalité, celle où la libération est impossible si elles ne sont pas libres, et dans laquelle des efforts qui ne sont pas intersectionnels sont par essence inefficaces.

Je veux rendre hommage aux personnes qui ont créé, soutenu et développé des réseaux d'aide mutuelle face à la pandémie. Je veux rendre hommage aux communautés qui ne sont pas restées inactives en sachant que les communautés de personnes noires et à la peau foncée étaient touchées de manière disproportionnée par la pandémie, mais qui ont fait face à la difficulté et ont aidé à distribuer des produits d'épicerie, des équipements de protection individuelle et d'autres produits essentiels qui ont permis à ces communautés de tenir le coup. Je tiens à rappeler qu'ils continuent de s'organiser

et de veiller à ce que les restaurants restent ouverts, que les travailleurs du sexe soient soutenus, que des ressources soient distribuées aux communautés d'immigrants, aux personnes âgées, aux personnes incarcérées et à celles qui ont déjà été derrière les barreaux. Il est important de relever de quelle manière ces réseaux d'entraide ont fonctionné comme un moyen permettant de développer des relations et de bâtir une communauté entre voisins à une période où nous n'avions pas d'autre choix que de nous éloigner les uns des autres.

Je tiens à saluer le travail des créateurs noirs, des personnes qui utilisent leurs plateformes pour archiver les histoires des Noirs et nous permettre d'explorer des imaginaires possibles, ainsi que les artistes qui montrent la voie des perspectives possibles pour les Noirs et le monde qui adviendra lorsque notre libération sera effective. C'est grâce à ces initiatives créatives que beaucoup d'entre nous ont pu examiner le racisme en dehors de leur propre expérience et étudier les mesures qui ont été prises tout au long de l'histoire pour qu'on arrive à ce jour. Je veux mettre en avant la manière dont l'art guérit, transforme et nous rappelle que si nous sommes des individus, nous formons aussi une communauté et que la musique et le mouvement ont toujours été indissociables.

Je veux rendre hommage aux thérapeutes, aux masseurs et aux guérisseurs noirs qui nous aident à traiter le stress provoqué par le racisme et à en guérir. Je veux célébrer la manière dont ils renforcent notre bien-être et participent à notre survie, et dont ils utilisent les pratiques traditionnelles pour nous montrer que les Noirs ont toujours été là et le seront toujours. Aussi, s'il importe de réfléchir à ce que nous pourrions faire, il est essentiel d'examiner tout ce qui est fait pour combattre le racisme et ses conséquences. Ces réflexions sont importantes parce qu'elles nous permettent de comprendre qu'au lieu de chercher de nouvelles solutions, nous devons simplement nous inspirer des visions des personnes qui s'organisent et militent déjà pour la justice. Nous devons cesser de traiter les conversations sur les réparations comme si elles étaient farfelues et au contraire examiner de quelle manière nous pouvons rendre celles-ci concrètes. Les institutions telles que l'Organisation des Nations Unies doivent s'attaquer à leur propre racisme structurel et y répondre. Il faut une profonde prise de conscience, une expiation et des actions, et les femmes noires, les personnes transgenres ou non binaires ne doivent pas porter la responsabilité des efforts à fournir à cet effet.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur pour la séance plénière d'ouverture de la réunion de haut niveau.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/76/L.2, intitulé « Unis contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ».

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/76/L.2 ?

*Le projet de résolution A/76/L.2 est adopté (résolution 76/1).*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque au titre des explications de position après l'adoption.

**M<sup>me</sup> Smith** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au titre des explications de position au nom du Gouvernement jamaïcain. Nous remercions les cofacilitateurs, l'Afrique du Sud et le Portugal, et leurs équipes pour les efforts qu'ils ont déployés dans le cadre du processus de négociation afin de parvenir à un consensus sur la déclaration politique rédigée à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (résolution 76/1). De plus, nous souhaitons saisir cette occasion pour exprimer notre sincère reconnaissance à M<sup>me</sup> Ahlem Charikhi, de la Mission permanente de l'Algérie, Coordinatrice du Groupe des 77 et de la Chine, pour son travail acharné et ses compétences en matière de négociation et pour avoir dûment représenté le Groupe tout au long des consultations intergouvernementales sur la déclaration politique organisées en vue de cet événement de haut niveau, qui a joué un rôle clef dans son adoption.

Nous avons pu constater que les discours d'aujourd'hui portaient sur les questions de réparations, de justice raciale et d'égalité pour les personnes d'ascendance africaine, le thème de la déclaration politique, que tous les pays de bonne volonté doivent soutenir et adopter. Toutefois, comme les cofacilitateurs l'ont noté dans leur lettre explicative, le silence a été rompu sur la version finale du projet de déclaration politique en raison de l'absence de toute référence à la question des réparations au paragraphe 5 du texte. À cet égard, nous tenons à rappeler le paragraphe 100 de la Déclaration de Durban, adoptée en 2001, dont la fin se lit comme suit :

« certains États ont pris l'initiative de présenter leurs excuses et ont versé des réparations, s'il y

avait lieu, pour des violations graves et massives qui avaient été commises ».

Nous tenons aussi à rappeler le paragraphe 101, où ceux qui n'ont pas encore concouru au rétablissement de la dignité des victimes de l'esclavage, de la traite transatlantique des esclaves, de l'apartheid, du génocide et des tragédies passées sont invités à trouver les moyens appropriés de le faire.

Le Gouvernement jamaïcain n'a de cesse de plaider en faveur de la justice réparatrice pour ces victimes et leurs descendants au titre, d'une part, des injustices, de la douleur, de la souffrance et des décès endurés pendant des décennies d'esclavage et, d'autre part, de l'héritage de sous-développement structurel avec lequel notre peuple doit composer depuis l'émancipation. Nos actions complètent le mandat confié à la Commission des réparations de la Communauté des Caraïbes, qui consiste à préparer le dossier des communautés autochtones et d'ascendance africaine de la région, victimes de crimes contre l'humanité sous les formes du génocide, de l'esclavage, de la traite des esclaves et de l'apartheid racial.

*M. Vongnorkeo (République démocratique populaire lao), Vice-Président, assume la présidence.*

La traite transatlantique des esclaves a été la plus vaste migration forcée de l'histoire humaine. La vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants a été détruite au nom du profit. Le droit de ces victimes et de leurs descendants à la justice réparatrice relève d'un impératif moral et socioéconomique indiscutable. C'est pour cette raison que la délégation jamaïcaine, tout en se joignant à la commémoration de ce jalon important afin de marquer les progrès mondiaux accomplis pour mettre un terme à la discrimination et à l'inégalité raciales, reste déçue de l'omission, dans la déclaration politique, d'un appel à tous les États concernés qui ne l'ont pas encore fait à offrir le bénéfice de la justice réparatrice, de manière à contribuer au développement et à la reconnaissance de la dignité des États touchés et de leurs peuples.

La Jamaïque demeure attachée à la reconnaissance universelle de l'impératif de la justice réparatrice et, avec le soutien des nations de bonne volonté, continuera d'insister à l'Assemblée générale pour que ce devoir soit internationalement reconnu comme une étape nécessaire à la guérison ainsi qu'au rétablissement de la dignité et au retour du progrès pour les personnes d'ascendance africaine.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :

Nous venons d'entendre la dernière oratrice au titre des explications de position après l'adoption de la résolution 76/1.

Je tiens à exprimer ma sincère appréciation à M<sup>me</sup> Mathu Joyini, Représentante permanente de l'Afrique du Sud, et M. Francisco Duarte Lopes, Représentant permanent du Portugal, qui ont animé avec compétence et patience les discussions et les négociations complexes des consultations sur le projet de déclaration politique de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Je suis sûr que les membres de l'Assemblée se joignent à moi pour les remercier.

Comme les membres le savent, conformément à la résolution 75/320, la présente réunion de haut niveau se compose de deux tables rondes consécutives et d'une séance plénière de clôture. Les tables rondes 1 et 2 auront lieu respectivement ce matin à 11 heures et cet après-midi à 15 heures, dans les salles de conférence 1, 2 et 3. La séance plénière de clôture se tiendra à 18 heures dans cette salle.

S'agissant des présidences des deux tables rondes, le Président de l'Assemblée générale a proposé, dans une lettre datée du 21 septembre 2021,

que S. E. M<sup>me</sup> Naledi Pandor, Ministre des relations internationales et de la coopération de la République sud-africaine, soit nommée à la présidence de la table ronde 1, et que S. E. M. Pacôme Moubelet Boubeya, Ministre des affaires étrangères de la République gabonaise, soit nommé à la présidence de la table ronde 2.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale, rappelant sa résolution 75/320, souhaite nommer S. E. M<sup>me</sup> Naledi Pandor, Ministre des relations internationales et de la coopération de la République sud-africaine, Présidente de la table ronde 1, et S. E. M. Pacôme Moubelet Boubeya, Ministre des affaires étrangères de la République gabonaise, Président de la table ronde 2 ?

*Il en est ainsi décidé* (décision 76/508).

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :

L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 72 b) de l'ordre du jour.

Je rappelle aux membres que la sixième séance plénière, consacrée à la suite du débat général, aura lieu à 11 heures dans cette salle.

*La séance est levée à 10 h 25.*

**Annexe I****Allocution de M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme**

[Original: anglais]

Excellences, chers collègues,

Il y a 20 ans, la communauté internationale s'est réunie à Durban, en Afrique du Sud, pour prendre des mesures contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. L'élimination de ces atteintes à la dignité humaine, à l'égalité et aux droits était très clairement une question d'une extrême urgence.

Toutefois, deux décennies plus tard, les inégalités et les souffrances qu'elles entraînent pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine, les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, et les membres de minorités ethniques et religieuses, y compris les victimes de l'islamophobie et de l'antisémitisme, les peuples autochtones et les migrants, continuent d'empêcher toutes nos sociétés de progresser et de nuire tant au développement durable qu'à la cohésion sociale. Nous devons impérativement surmonter les controverses du passé et nous unir pour combattre le racisme et les discriminations qui y sont liées dans le monde d'aujourd'hui.

Excellences,

Nous avons pris des mesures qui ont jeté les bases d'un véritable changement.

La proclamation de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, la création d'un nouveau mécanisme d'experts chargé de faire progresser la justice raciale dans l'application de la loi et l'opérationnalisation de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine ont renforcé notre architecture mondiale de lutte contre le racisme.

En juillet, suite à la publication de notre rapport détaillé sur la discrimination raciale, notamment en matière d'application de la loi, j'ai présenté un programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales en quatre points qui, je pense, définit les éléments de base pour faire des progrès tangibles et durables.

Des millions de personnes continuent toutefois de porter le fardeau des formes contemporaines et passées du racisme et de l'exclusion, notamment le déni historique de leur humanité, l'héritage de l'exploitation coloniale et l'asservissement inhumain et criminel de générations de femmes, d'hommes et d'enfants d'ascendance africaine. Il est important de s'attaquer à ces conséquences durables, notamment par des formes appropriées de réparation.

Les réparations doivent avoir une large portée et inclure des mesures de restitution, de réadaptation, de satisfaction et des garanties de non-répétition. Elles peuvent prendre la forme de reconnaissance et d'excuses officielles, de commémoration ou de réformes institutionnelles et éducatives. Pour que les réparations soient efficaces, tous ces éléments sont nécessaires.

Il convient toutefois de préciser que ces efforts ne doivent pas être uniquement symboliques et qu'ils exigent des investissements politiques, humains et financiers. Ces coûts doivent être évalués sur la base de l'enrichissement de nombreuses économies grâce à l'esclavage et à l'exploitation, et la prise en compte de cette réalité doit encourager à envisager sérieusement des réparations substantielles.



Comme le reconnaissent la Déclaration et le Programme d'action de Durban, il faut aussi renforcer et améliorer la coopération internationale en vue d'accroître l'égalité des possibilités d'échanges commerciaux, de croissance économique et de développement durable.

Pour tirer les enseignements du passé et ne laisser personne de côté à l'avenir, il est essentiel de promouvoir l'égalité non seulement au sein des pays, mais aussi entre eux, en transformant notre monde pour renforcer la durabilité sociale, économique et environnementale. J'encourage par ailleurs une plus grande mobilisation au niveau international en ce qui concerne ces questions de justice réparatrice.

Excellences,

Nous sommes à un tournant décisif pour faire avancer le programme de lutte contre le racisme.

Pour lutter efficacement contre la discrimination raciale et les inégalités dont sont victimes les personnes d'ascendance africaine, il faut adopter une approche globale, telle que définie dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, et qui a été approfondie dans mon programme de transformation, avec des stratégies concrètes et des objectifs réalisables et assortis d'échéances.

Il sera également important d'aborder les manifestations multiples et intersectionnelles de la discrimination raciale. Une femme migrante, d'ascendance africaine et pauvre est confrontée à des formes multiples et intersectionnelles de discrimination, et la reconnaissance par la Déclaration et le Programme d'action de Durban des réalités de cette discrimination multiple doit être intégrée dans les lois et les politiques afin de lutter contre les inégalités et le racisme auxquels sont confrontées ces victimes et d'y remédier, notamment en prenant en compte les questions de genre.

Mon Bureau continuera d'appuyer l'action nationale et la coopération internationale pour éliminer la discrimination raciale et parvenir à la justice raciale, notamment en coordonnant les activités liées à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

Il faut toutefois préciser que le programme de lutte contre la discrimination nous concerne tous et nous appartient à tous, quelle que soit notre race, couleur, ascendance, origine ethnique ou nationale, affiliation, religion ou nos croyances. Toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les objectifs fixés à Durban.

Je salue en particulier le courage et la résilience des organisations de la société civile qui luttent contre le racisme dans le monde entier. La mobilisation militante actuelle laisse espérer qu'il est possible de garantir la justice raciale aux personnes d'ascendance africaine et à toutes les autres personnes victimes de discrimination raciale.

Je vous remercie.

## Annexe II

### **Allocution de. M. Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine**

[Original: anglais]

M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale,

M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cela fait 20 ans que le monde a adopté la Déclaration et le Programme d'action de Durban et cela fait 25 ans que le peuple sud-africain a adopté une Constitution démocratique.

Dans cette Constitution, nous affirmons qu'en tant que Sud-Africains, nous sommes appelés à construire une société fondée sur la justice sociale et les droits de l'homme, pour corriger les injustices de notre passé. Ces mots s'appliquent également à toutes les injustices qui ont été commises contre de nombreux peuples à travers le monde.

L'esclavage a été l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité et un crime d'une barbarie inégalée. Son héritage persiste dans les Amériques, les Caraïbes, en Europe, au Moyen-Orient et même en Afrique. Des millions de descendants d'Africains vendus comme esclaves sont toujours pris au piège du sous-développement, de leur appartenance à un groupe défavorisé, de la discrimination et de la pauvreté.

L'Afrique du Sud appelle l'ONU à inscrire à son ordre du jour la question des réparations pour les victimes de la traite des esclaves. Nous appuyons l'adoption de mesures spéciales, y compris de programmes d'égalisation des chances et une aide financière ciblée, à titre de restitution pour les communautés dont les ancêtres ont été vendus comme esclaves. Nous soutenons également toutes les mesures qui sont prises pour remédier à la discrimination historique et contemporaine à l'égard des personnes d'ascendance africaine. Il s'agit notamment d'accroître la représentation des personnes d'ascendance africaine au sein des institutions mondiales et à des postes de direction.

Alors que nous nous efforçons de corriger les erreurs du passé, nous devons combattre le racisme, le sexisme et le chauvinisme national du présent. Le racisme à l'égard des minorités ethniques, des migrants, des réfugiés, de la communauté des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+) et d'autres groupes marginalisés a conduit à un refus d'accès à certaines possibilités, à une discrimination institutionnalisée et à la violence.

Il y a 20 ans, à la Conférence mondiale contre le racisme, nous avons pris l'engagement de prendre des mesures pour lutter contre la discrimination, afin d'apporter un nouvel espoir à des millions de personnes et de changer leur vie.

Tout comme nous unissons nos efforts pour combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous devons renouveler notre engagement à mettre en

œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Nous devons poursuivre cet objectif avec dynamisme et bonne volonté.

Mettre fin au racisme est dans l'intérêt de chacun d'entre nous. C'est l'humanisme qui doit nous guider et c'est la solidarité qui est notre plus grande force.

L'histoire nous appelle à redoubler d'efforts pour construire un monde sans racisme, pour redresser les torts du passé et pour rétablir la dignité humaine de tous.

Je vous remercie.

**Annexe III****Allocution de M<sup>me</sup> Barryl A. Biekman, représentante de la société civile**

[Original: anglais]

Monsieur le Président,  
Excellences, chers invités,  
Salutations,

C'est un grand honneur d'avoir été choisie pour prononcer le discours principal au nom de la société civile, alors que l'Organisation des Nations Unies et toutes les personnes engagées en faveur de l'élimination du racisme commémorent avec fierté le vingtième anniversaire de l'adoption historique de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Personnellement, participer à l'adoption de cette Déclaration il y a 20 ans à Durban, dans un esprit de solidarité, pour porter la voix et protéger les droits de toutes les victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de tout ce qui y est associé, fut l'un des plus grands événements de ma vie.

Les personnes d'ascendance africaine attachent indubitablement une immense importance à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, qui reconnaissent le calvaire que nous avons enduré en tant que premier groupe de victimes et qualifient la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage de crimes contre l'humanité.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent un document populaire adopté à l'issue d'un processus préparatoire minutieux qui a pu compter sur une large participation aux réunions du comité préparatoire. Le vingtième anniversaire de son adoption mérite d'être commémoré.

Je saisis cette occasion pour remercier les ONG internationales amies qui représentent la société civile, en particulier les membres de la Coalition panafricaine pour Durban+20, notamment le mouvement du 12 décembre, qui a milité pour l'organisation de la troisième Conférence mondiale contre le racisme.

Monsieur le Président,

J'ai le cœur lourd, et je souhaite l'exprimer en utilisant l'expression « La vérité a le pouvoir intrinsèque de générer l'effet souhaité ». Cela vise à souligner que nous ne pouvons lutter efficacement contre les multiples formes de racisme que si nous tenons nos promesses : défendre et promouvoir la pleine mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, qui constituent le document universel le plus puissant parmi les programmes des Nations Unies visant la réalisation des droits de toutes les victimes du racisme dans une perspective intersectionnelle, notamment en ce qui concerne l'afrophobie, la discrimination raciale et la justice réparatrice, restaurative et climatique.

La campagne structurelle négative et persistante qui a pour but de dénigrer et de saper la Déclaration et le Programme d'action de Durban et leur mise en œuvre en tant que tels ne montre nullement qu'ils promeuvent le racisme, en particulier l'antisémitisme. Cette atteinte structurelle à la Déclaration et au Programme d'action de Durban sont un affront fait à tous ceux qui ont promu l'organisation de la troisième Conférence mondiale contre le racisme en garantissant l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à l'issue d'un processus démocratique à large base. Sans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, nous ne serions pas aussi



proches que nous le sommes aujourd'hui de nous doter d'une instance mondiale dédiée à reconnaissance des droits non réalisés des Africains et des personnes d'ascendance africaine à l'ONU et au sein de la société mondiale. Notre position est cependant très claire. Nous n'accepterons aucun déni de la Déclaration et du Programme d'action de Durban au nom des personnes d'ascendance africaine, et nous n'accepterons rien de moins que nos droits inaliénables et fondamentaux.

Monsieur le Président,

Alors que nous sommes réunis pour commémorer le vingtième anniversaire de l'adoption d'un éminent Programme des Nations Unies, nous ne pouvons garder le silence face aux attaques et à la diffamation dont ont fait l'objet la Déclaration et le Programme d'action de Durban au cours des 20 dernières années, lesquelles sont maintenant poussées à l'extrême.

Nous nous demandons pourquoi aucun haut responsable de l'ONU n'a pris la parole pour dénoncer la désinformation et la propagande fallacieuse qui ont visé la Déclaration et le Programme d'action de Durban avant cet anniversaire et provoqué l'absence de divers pays, dont le mien, à cette commémoration.

Nous nous demandons combien de vies auraient pu être sauvées si les résolutions de l'Assemblée générale sur l'information et les programmes de sensibilisation relatifs à la Déclaration et au Programme d'action de Durban avaient été mises en œuvre et si le contenu de la Déclaration et du Programme d'action avait été communiqué à tout le monde et partout.

Monsieur le Président,

Je termine en soulignant que mon cœur est en larmes mais qu'il sourit également, et ce en raison de l'importance que revêt le paragraphe 1 de la déclaration politique, qui réitère l'importance de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et du document final de la Conférence d'examen de Durban, adopté en 2009, ainsi que de la déclaration politique adoptée à l'occasion de son dixième anniversaire.

Nous estimons néanmoins qu'un paragraphe spécifique devrait être consacré aux réparations, qui sont déjà mentionnées dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

Le cœur, l'âme, l'esprit et l'essence de la Conférence mondiale contre le racisme, mais aussi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, sont les demandes de réparation. Les réparations sont tout simplement un dédommagement pour une dette contractée en raison de crimes contre l'humanité qui, sous des formes et à des degrés divers, se poursuivent au XXI<sup>e</sup> siècle.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban incarnent l'exigence générale des Africains disparus et contemporains.

Vingt ans après Durban, nous poursuivrons la lutte. La Déclaration et le Programme d'action de Durban ne seront pas oubliés. Les réparations seront reçues. Comme nous l'avons dit en 2001 :

**ILS NOUS ONT VOLÉS ! ILS NOUS ONT VENDUS ! ILS DOIVENT PAYER !  
DES RÉPARATIONS MAINTENANT !**

Je vous remercie de votre attention.